

PIERRE FROGIER

NOTRE
CALÉDONIE

TERRE DE PARTAGE, TERRE DE FRANCE

Pierre Frogier

NOTRE CALÉDONIE
TERRE DE PARTAGE, TERRE DE FRANCE

NOTRE CALÉDONIE

TERRE DE PARTAGE, TERRE DE FRANCE

*« Vous avez un rôle français à jouer
dans cette partie du monde.
Vous êtes un morceau de la France,
vous êtes la France australe.
Et vous devez dans la paix,
comme vous l'avez fait dans la guerre,
être pour toute notre communauté
nationale un exemple d'effort,
de fraternité et de progrès. »*

**Charles de GAULLE,
Nouméa, le 4 septembre 1966**

*« C'est bien au sein de la nation française
que le processus d'émancipation de la
Nouvelle-Calédonie peut s'épanouir,
pour aboutir à sa très large autonomie. »*

**Jacques LAFLEUR,
12 décembre 2002**

« La Nouvelle-Calédonie occupe une place essentielle dans le rayonnement de la France. Elle a besoin de la France, comme la France a besoin d'elle. »

« La France n'est pas un carcan qui oppresse, elle est un espace de liberté qui protège. »

« Nous ne pouvons pas attendre passivement la date de 2014. »

**Nicolas SARKOZY,
Païta, le 28 août 2011**

La France n'a jamais été pour moi
une idée abstraite ou une image
lointaine.

Je songe à mon arrière-grand-père que
les autorités françaises avaient déporté en
Calédonie et qui n'a jamais cessé d'être un
patriote jusqu'au jour de son inhumation à
Pouembout en juillet 1900.

À mon grand-père, poilu de la Grande Guerre,
devenu maire de Nouméa et accueillant les
Américains en 1942.

À mon père, volontaire du Bataillon du Pacifique.
Ils m'ont appris ces valeurs patriotiques qui ont
conditionné mon existence. Ils m'ont transmis
l'amour de notre pays, la France.

Je suis le produit de cette histoire, qui est aussi
l'histoire de bien des Calédoniens.

Je suis profondément, intimement, viscéralement
Français.

La France, je lui ai consacré toute ma vie. Depuis plus de 30 ans, je suis de tous les combats pour que nous, Calédoniens, installés ici volontairement ou non, et qui y avons fait souche, restions Français. J'ai négocié et signé les Accords de Matignon-Oudinot en 1988, et celui de Nouméa en 1998. Je suis l'ardent défenseur, à la tête des institutions du pays, comme à Paris, de ceux qui pensent comme moi, qu'en se séparant de la France, la Nouvelle-Calédonie perdrait de son identité, et finirait par se perdre elle-même.

Cette ligne politique fait partie de mon être, elle définit ce que je suis. Je n'en ai jamais varié, et n'en varierai jamais.

La Calédonie vue de Paris

Et pourtant, vous devez savoir que la tentation est grande, à Paris, de considérer que la marche vers l'indépendance serait « le sens de l'histoire », comme ils disent. Rien n'est plus faux. Rien n'est plus ignorant des ressorts profonds de notre histoire. Rien n'est plus éloigné de ce que souhaite la majorité des Calédoniens. Et j'ose dire que rien n'est plus éloigné de ce que souhaite également une large partie des indépendantistes eux-mêmes !

Les réalités profondes et concrètes du « dossier calédonien » ne sont connues, à Paris, que d'une poignée de personnes. Ils sont probablement moins de dix, droite et gauche confondus, politiques comme « conseillers ». Les autres, dont certains ont pourtant la responsabilité de notre

avenir, en ont une vision déformée, idéologique, convaincus qu'ils sont que l'indépendance est inéluctable. Combien de fois, dans les travées du Parlement, ai-je dû expliquer patiemment les choses à mes collègues qui me demandaient pendant combien de temps nous allions encore «tenir»?

Nécessité et faiblesses des Accords de 1988 et 1998

Il faut dire qu'en 1988, puis en 1998, parce que nous n'avons pas su proposer une solution calédonienne en dehors de la violence, nous avons laissé Paris décider de notre avenir et trancher les points de désaccord entre nous.

C'était nécessaire, et chacun est reparti soulagé de ces négociations qui ont permis d'abord de rétablir la paix civile, puis ensuite de la maintenir. C'est pour cette raison que j'y ai participé, et que je les ai soutenues.

La période que l'on a appelée pudiquement « les Evénements » - et qui était en fait une véritable guerre civile -, a endeuillé chaque famille de Calédonie. Le chaos était partout, et la violence répondait à la haine dans une spirale qui semblait ne jamais devoir s'arrêter.

C'était il y a tout juste 30 ans.

Cela veut dire que ces événements n'ont pas été vécus par les Calédoniens qui sont nés depuis

*Notre histoire est
devenue l'Histoire
de la Calédonie, qu'il
nous faut expliquer à la
moitié de la population
de Nouvelle-Calédonie.*

les années 1980. Ils représentent, aujourd'hui, très exactement un Calédonien sur deux.

C'est un défi immense pour nous, les responsables publics, venus à la politique dans ce contexte de violence politique extrême, celui des années 1980. Notre histoire est devenue l'Histoire de la Calédonie, qu'il nous faut expliquer à la moitié de la population de Nouvelle-Calédonie, en plus de tracer des voies d'avenir pour nous tous. La guerre civile des années 1980 est en fait, pour la moitié des Calédoniens, une page parmi d'autres de l'histoire de notre territoire, alors que nous, les « vieux » de plus de 30 ans, en ressentons encore les meurtrissures dans notre chair.

A ceux-là, je veux dire que les Accords de 1988 et de 1998 portent en eux trois faiblesses majeures :

Tout d’abord, les mots avec lesquels ils sont écrits ne recouvrent pas toujours la même réalité selon qu’ils sont lus avec des yeux indépendantistes ou non. L’immense habileté de ses rédacteurs a permis d’arriver à des textes qui soient acceptables par tous, alors même qu’ils sont issus d’un compromis entre deux forces profondément antagonistes. C’est un tour de force remarquable, mais qui se fissure de plus en plus au fur et à mesure que nous approchons de l’heure du choix. Le gel du corps électoral en constitue sans doute l’exemple le plus frappant.

Ensuite, ces Accords sont le résultat de concessions fortes faites par le camp majoritaire, hostile à l'indépendance. Le point de départ des Accords, ce qui les a rendus possibles, c'est l'idée originale selon laquelle le principe majoritaire ne pouvait pas s'appliquer sans adaptation en Calédonie en raison de l'importance numérique et de la légitimité historique des indépendantistes, assimilés, en la circonstance, à la population d'origine mélanésienne. Nous avons alors considéré que la majorité électorale devait tenir compte des revendications d'une forte minorité qu'il ne fallait pas acculer au désespoir et à la violence.

Enfin, ces Accords repoussent le choix sur l'essentiel à 10 ans pour les Accords de Matignon-Oudinot, puis rouvrent un nouveau délai de 20 ans avec l'Accord de Nouméa. Ils mettent en place une organisation qui est la plus autonome de la République, et renvoient la question du maintien dans la France à une consultation qui, pas plus hier qu'aujourd'hui, n'apporte de solution. Qui peut croire qu'un « référendum-couperet », qui fermerait à jamais l'horizon d'une très large minorité de la population, sera accepté sans violences ? Qui peut croire que le retour à la situation d'avant 1988, car c'est bien de cela que nous parlons, est possible, durable, tenable en Calédonie ? Il faut dire la vérité : les référendums prévus dans l'Accord de Nouméa sont une construction

intellectuelle habile, mais feront à nouveau, s'ils sont appliqués en l'état, basculer notre territoire dans une incertitude immense, quel qu'en soit le résultat.

Modernité de la Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui : la logique « bloc contre bloc » est dépassée

Si, en 1988 et en 1998, nous étions tout à fait incapables de nous parler en dehors de la présence de « Paris », les choses ont heureusement bien changé depuis.

Depuis la signature des Accords et grâce à eux, nous gérons le « pays » ensemble, malgré nos différences. Nous nous parlons quotidiennement.

Nous nous connaissons mieux. En réalité, nous accomplissons en une génération une démarche de réconciliation sans précédent dans l'histoire de la France. Cela n'allait pas de soi ; ce n'était pas gagné d'avance mais nous avons su le réaliser : ne sacrifions pas cette réussite précieuse.

Désormais, j'ai la conviction que Paris ne peut plus décider à notre place. Il ne peut plus le faire pour une raison simple, c'est que l'heure du choix ultime a sonné en Calédonie. Nous ne pouvons plus « gagner du temps », comme nous l'avons fait en 1988 et en 1998, et repousser à plus tard la définition d'une solution qui s'inscrive, enfin, dans le temps.

*Désormais,
j'ai la conviction que
Paris ne peut plus
décider à notre place.*

C'est d'ailleurs ce qui fait de la période comprise entre 2014 et 2018 un moment si particulier, et si sensible. Ce qui se jouera pendant ces cinq ans, c'est l'avenir de la Calédonie pour les dizaines d'années à venir. On ne peut pas aborder cette échéance comme s'il s'agissait d'un rendez-vous électoral classique, aux enjeux habituels, et constatant un simple rapport de force politique à un moment donné de notre histoire.

En clair, la logique du « bloc contre bloc » doit désormais être dépassée. Cette opposition a pourtant bien des avantages : elle est la stratégie la plus performante sur le plan électoral, et elle est bien connue de tous les Calédoniens.

Simplement, le « bloc contre bloc » ne correspond plus à la réalité de la Calédonie à la veille de 2014.

La réalité, c'est que nous gérons aujourd'hui le gouvernement de Nouvelle-Calédonie tous ensemble, selon une logique aussi consensuelle que possible.

La réalité, c'est que l'application des Accords a permis une très large autonomie de notre territoire, devenu compétent dans la quasi-totalité des matières de notre vie quotidienne.

La réalité, c'est qu'une fois les élections passées, la co-gestion du territoire entre indépendantistes et partisans du maintien dans la France redevient la norme, à la satisfaction de tous.

Il ne peut d'ailleurs en être autrement, sauf à remettre en cause le fondement même des Accords de Matignon-Oudinot puis de Nouméa, qui organisent justement ce partage des responsabilités en Calédonie autour d'un concept innovant, celui de la « collégialité ».

C'est cette particularité calédonienne qui nous vaut, d'ailleurs, d'être régulièrement cités en exemple à la tribune de l'Organisation des Nations-Unies. Notre capacité à surmonter nos différences pour gérer ensemble et dans la paix notre territoire nous est enviée par le monde entier. On ne peut pas l'évacuer d'un revers de main : c'est la condition même de la paix civile.

Comprendre l'autre pour continuer
à vivre dans la paix

Il fallait donc dessiner un autre chemin,
tracer des perspectives politiques nouvelles.
C'est ce que j'ai essayé de faire, en conscience,
en retenant le meilleur de plus de 30 années
d'une expérience politique mise au service
de la défense de mon idéal: le maintien de la
Calédonie dans la France.

Je l'ai fait, c'est vraisemblable, de manière trop
solitaire, davantage tourné vers l'action et la
construction que l'explication. Ce chemin
intérieur que j'ai parcouru, avec la force de mes
convictions, je l'ai emprunté sans m'assurer
que ce que j'entreprenais était partagé sinon
compris. Il me semblait, en effet, tellement relever
de l'évidence que j'étais persuadé qu'il serait
accepté une fois les premiers actes concrets posés.

Je l'ai fait [...] davantage tourné vers l'action et la construction que l'explication.

Et je trouvais les attaques dont j'étais l'objet tellement dérisoires au regard des enjeux pour la Calédonie que j'ai insuffisamment pris le temps de répondre.

Au fond, que demandent les indépendantistes ? Ils veulent d'abord être reconnus dans leur légitimité, et respectés dans leur identité. La France, en rendant possible puis en appliquant les Accords de 1988 et de 1998, a démontré qu'elle savait déroger au cadre rigide de ses institutions et à ses habitudes centralisatrices. En Calédonie, la France a tenu ses promesses. La France est même devenue, par une étrangeté dont l'Histoire a le secret, le meilleur rempart des indépendantistes contre la loi de la majorité.

Ils demandent aussi, et c'est frappant à chacune des réunions du Comité des signataires à Paris, davantage d'État en Calédonie ! C'est bien l'État qui soutient le rééquilibrage entre le Nord et le Sud, l'État qui permet la promotion des cadres mélanésiens, l'État qui décide de limiter le corps électoral, l'État qui donne les moyens de fonctionner aux Provinces du nord et des îles, etc. L'État, donc la France !

Au final, les indépendantistes d'hier sont progressivement devenus de fervents autonomistes: ils souhaitent le maximum de liberté dans l'organisation institutionnelle de la Calédonie, comme dans la conduite des affaires internes du territoire. La France leur a donné tout cela. Ils ne la rejettent donc plus. Voici la vérité. Sont-ils si éloignés que cela de notre vision des

*Les indépendantistes
sont-ils si éloignés que
cela de notre vision
des choses ?*

choses ? Qui souhaite, ou pense possible, une recentralisation des compétences aujourd'hui exercées par la Nouvelle-Calédonie, au profit de Paris ? Qui ne souhaite pas en même temps un État fort de ses compétences sur notre territoire, notamment pour qu'il exerce la plénitude de ses attributions dites « régaliennes » - assurer la sécurité et la justice, garantir notre monnaie, appuyer nos initiatives de sa puissance diplomatique, nous protéger des appétits des grandes multinationales du nickel ?

Il y avait là, pour moi, une occasion historique de trouver une solution durable pour la Nouvelle-Calédonie. Si je souhaite une solution durable, c'est bien parce que les compromis issus des Accords successifs enferment les Calédoniens

dans une incertitude qui ne peut plus continuer. Il est pour moi évident qu'on ne peut pas repartir, à l'issue de l'Accord de Nouméa, pour une nouvelle solution transitoire de 10, 15 ou 20 ans avec notre avenir en suspens.

En plus de l'évolution d'une partie des indépendantistes, l'élection à la Présidence de la République de Nicolas SARKOZY rendait possible une solution calédonienne. J'avais en effet la possibilité, et je l'ai encore, de lui parler directement, compte tenu de notre proximité amicale, et je connaissais sa capacité à s'emparer des dossiers les plus complexes pour avancer vers les solutions les plus novatrices. Sur ce plan-là, je veux lui rendre le juste hommage qui lui est dû, tout comme l'ont fait les Calédoniens,

en lui donnant 65% de leurs suffrages lors de la présidentielle de 2012.

Les hommes politiques de Calédonie doivent avoir le courage de dire la vérité sur ce qui se passera après les élections provinciales de 2014. Et la vérité, c'est qu'après le scrutin nous nous mettrons tous, indépendantistes et anti-indépendantistes, autour d'une table pour essayer de dessiner ensemble notre destin commun. Ne vaut-il pas mieux avoir cette discussion en pleine lumière, au grand jour, avant le combat électoral pour que les Calédoniens sachent où leurs responsables vont les emmener ?

C'est ce qui m'a poussé à tendre la main à ceux des indépendantistes qui le souhaitent. Cette ouverture a permis de décrier nos

relations à l'approche de l'échéance de l'Accord de Nouméa. Depuis le mois de juin 2010, l'ensemble des partis politiques de Nouvelle-Calédonie échange régulièrement, au sein de trois groupes de travail chargés de dresser le bilan de l'Accord d'une part, de réfléchir à une stratégie minière et métallurgique d'autre part, et enfin d'établir les différents scénarii institutionnels possibles pour l'avenir.

La question du double drapeau
et la reconnaissance par les
indépendantistes de la légitimité
française en Calédonie

Pour commencer à échanger avec ceux des
indépendantistes qui en étaient d'accord, sans

*Il est faux de dire
qu'il s'agirait d'une
«concession unilatérale»...*

que, pour autant, nous ne négocions pour l'avenir, il fallait poser des gestes forts, des gestes de sincérité.

Au mois de février 2010, j'ai proposé au Président de la République et au Premier ministre, qui l'ont accepté, de reconnaître les symboles de chacune des deux légitimités de la Nouvelle-Calédonie: le drapeau tricolore aux côtés de celui qui est devenu le drapeau identitaire kanak. Cette proposition a été validée par le Comité des signataires, et une large majorité du Congrès a émis le vœu que ces deux drapeaux soient arborés ensemble en Nouvelle-Calédonie.

Il ne faut pas mésestimer la portée symbolique de ces deux drapeaux flottant côte à côte. Chacun sent bien que ce geste a installé un nouveau

climat entre les indépendantistes et ceux qui sont favorables au maintien dans la France. Les indépendantistes mélanésiens se sont enfin sentis considérés dans les yeux de ceux « d'en face », et les chemins du dialogue ont pu être rouverts entre nous.

Il est faux de dire qu'il s'agirait d'une « concession unilatérale » comme je l'entends parfois. Dire cela, c'est ne pas voir que les indépendantistes, y compris les plus durs d'entre eux, ont eux aussi fait une révolution intellectuelle en acceptant le drapeau tricolore d'une République qu'ils rejetaient jusqu'ici.

On a beaucoup insisté sur la montée du drapeau identitaire kanak à Nouméa. Ce geste était d'autant plus visible que le Premier ministre en personne

*On a moins vu que
le drapeau tricolore a été
hissé, pour la première
fois, au cœur de bastions
indépendantistes.*

assistait à cette cérémonie, en ce mois de juillet 2010. On a moins vu que le drapeau tricolore a été hissé, pour la première fois, au cœur de bastions indépendantistes dans lesquels celui-ci était, jusqu'alors, banni : le « bleu-blanc-rouge » flotte désormais sur les mairies de Thio, de Belep ou de Canala. Il flotte même - que l'on se rende compte ! - sur le fronton de la mairie d'Ouvéa.

Et j'ai vu le soulagement des Mélanésiens du Rassemblement qui, grâce à ce geste et à l'acceptation de ce drapeau identitaire, peuvent renouer des liens apaisés avec ceux de leur famille ou de leur clan qui ont fait un autre choix politique. Ils s'étaient déchirés à cause d'un emblème marqué par la violence, ils se retrouvent autour du symbole de ces deux drapeaux réunis.

Au final, la reconnaissance mutuelle des deux légitimités de Nouvelle-Calédonie a été un geste fort, mais pas une rupture dans notre histoire commune. Elle a été une étape importante de la longue marche, commencée en 1988, vers la construction de notre destin commun. Elle a permis aux indépendantistes de reconnaître la légitimité de la France sur cette terre calédonienne. Et, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je suis persuadé que, désormais, aucun de ces deux drapeaux ne descendra plus jamais. Ni le drapeau identitaire kanak, ni le drapeau tricolore. Ce sont les deux faces d'une même médaille.

Les mots les plus justes pour parler de cette question ont été probablement ceux de Nicolas SARKOZY.

Dans son discours prononcé à Païta le 28 août 2011, il indiquait :

« Ces deux drapeaux, parce qu'ils flottent ensemble, traduisent aussi le fait que la Calédonie est une terre de partage. Dans de nombreuses familles, des enfants ou des petits enfants ont tout à la fois du sang kanak, européen, métropolitain, polynésien, wallisien. Vos enfants vivent, au plus profond de leur chair, la réalité et la diversité de la société calédonienne. Ils l'incarnent dans leurs gènes. Vos enfants sont le visage réconcilié du futur de la Nouvelle-Calédonie. Alors que l'Accord de Nouméa nous demande de poser les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, peut-être est-elle tout simplement en train de se construire, naturellement, sous nos yeux. »

Logique électorale contre intérêt politique de la Nouvelle-Calédonie

Pourquoi faire tout cela ? Pourquoi continuer à défendre la seule ligne politique qui soit réaliste face aux défis de 2014, alors même qu'il serait simple d'abandonner le terrain aux joueurs de flûte, qui manient mieux que moi l'art de la communication ?

La réponse est simple : parce que je souhaite que la Calédonie reste dans la France.

Je repense souvent à Jacques LAFLEUR et à sa poignée de mains avec Jean-Marie TJIBAOU, il y a tout juste 25 ans.

Ce geste, qui a rendu possible la signature des Accords de Matignon et la fin de la guerre civile en Calédonie, c'est l'acte de naissance des deux

*L'Accord de Matignon
a été rejeté par 63 % des
Nouméens, et par 60 %
des habitants de la future
province Sud.*

drapeaux. Ils sont le prolongement naturel et visible de cette poignée de mains. Ce geste fait partie de notre « mythologie » moderne, il est fondateur de notre identité de Calédoniens, et est salué par tous.

Pourtant, à l'époque, cette poignée de mains a été très fraîchement accueillie en Calédonie. TJIBAOU a été accusé d'avoir été « l'esclave qui a serré la main du maître », et y a finalement laissé la vie, tué par un extrémiste de son propre camp. Quant à LAFLEUR, il a essuyé l'un des plus cinglants revers de sa carrière politique, puisque l'Accord de Matignon a été rejeté par 63 % des Nouméens, et par 60 % des habitants de la future province Sud.

Aujourd'hui, chacun comprend la portée historique de cette poignée de mains et de ces Accords. Il faut parfois accepter de sortir de l'immédiateté des logiques électorales lorsque l'intérêt supérieur de la Nouvelle-Calédonie est en jeu. C'est même la raison d'être du Rassemblement, dans l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie.

Trouver en nous-mêmes
les ressources pour écrire notre
destin commun, dans la France

De tous les combats, celui qui est mené en faveur de la paix et du dialogue est le plus redoutable, parce qu'il est d'abord livré contre soi-même et qu'il suppose que l'on soit capable

*Existe-t-il une alternative
crédible au dialogue
entre toutes les
composantes de la
société calédonienne?
Je ne le crois pas.*

d'avancer vers l'autre, de le comprendre. C'est là toute la noblesse de l'engagement politique auquel je crois.

Car au fond, avons-nous le choix? Existe-t-il une alternative crédible au dialogue entre toutes les composantes de la société calédonienne? Je ne le crois pas.

Le processus du référendum est illusoire quand il prétend trancher ce qui doit être débattu : il ne pourrait alors que rouvrir des plaies qui ont mis près de 30 ans à se cicatriser.

Continuer à défendre l'indépendance à tout crin, c'est s'opposer au souhait de la grande majorité des Calédoniens.

Vouloir faire « comme d’habitude », c’est-à-dire aller demander à Paris de trouver une solution pour nous, c’est tout d’abord nier le long cheminement vers la responsabilité, entamée en 1988.

Ensuite et surtout, c’est demander quelque chose d’impossible : que Paris choisisse pour les Calédoniens les modalités du maintien (ou non !) de la Calédonie dans la France. Ceci serait intolérable, et rejeté immédiatement par l’un ou l’autre des deux camps.

Il ne nous reste donc qu’à trouver, nous-mêmes, les voies de la sagesse pour construire notre destin commun, c’est-à-dire notre citoyenneté calédonienne dans la Nation française. Nous devons compter sur nos propres forces, nos

*Aujourd'hui, il est
temps de consacrer
notre combat politique
à bâtir une solution
institutionnelle,
de long terme, pour
la Nouvelle-Calédonie.*

propres ressources, notre propre capacité à inventer un avenir à nul autre pareil.

Faut-il engager ce dialogue avant les élections de 2014 pour que les Calédoniens puissent faire un choix éclairé ? Ou veut-on une fois de plus les tromper en multipliant les déclarations que chacun sait bien ne pas pouvoir tenir ?

Et après nous être battu depuis plus de 30 ans **contre** l'indépendance, le moment n'est-il pas venu de nous battre **pour** quelque chose ?

Aujourd'hui, il est temps de consacrer notre combat politique à bâtir une solution institutionnelle, de long terme, pour la Nouvelle-Calédonie.

J'ai fait le choix de la sincérité et de la clarté.
Je sais sur quelle terre et dans quel pays je
souhaite que mes petits-enfants grandissent et
élèvent à leur tour leurs propres enfants, lorsque
je ne serai plus là.

Cette terre, c'est la Nouvelle-Calédonie.
Ce pays, c'est la France.



Depuis plusieurs années, Pierre Frogier s'applique à bousculer les lignes et à prendre l'initiative pour faire bouger les choses, dans la perspective des échéances de 2014 et de la sortie de l'Accord de Nouméa.

Convaincu que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne peut s'inscrire que dans la France, il réfléchit aux moyens de construire ces lendemains avec l'ensemble des Calédoniens, quelles que soient leurs origines ou leurs cultures.

Dans ce petit opuscle, il livre avec sincérité et humanité ses plus intimes convictions.

Il rétablit des vérités.

Il trace un chemin novateur et il invite les Calédoniens à le suivre.

Engagé en politique depuis 1977, aux côtés de Jacques Lafleur, Pierre Frogier est le seul responsable calédonien à avoir présidé les trois principales institutions de la Nouvelle-Calédonie : le Gouvernement, le Congrès et la Province Sud. Il a également été maire du Mont-Dore, député de la seconde circonscription pendant 15 ans et il est aujourd'hui sénateur de la Nouvelle-Calédonie. Négociateur et signataire des Accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa, il est le président du Rassemblement-UMP.